

SAINT-ANTONIN-DU-VAR

La bio est en marche dans le pré

A Mentone, les bio consomm'acteurs ont poursuivi leurs actions de sensibilisation pour un libre choix de notre type d'agriculture

Pas de répit pour les Bio consomm'acteurs dont les actions citoyennes tendent vers un seul but, responsabiliser les consommateurs pour un monde meilleur et une consommation plus saine.

Pour Bernard Astruc, président de l'association et organisateur de «La bio est dans le pré» depuis sept ans, la démarche d'Alain Sandler, comme toutes celles des personnalités réunies à Mentone, est primordiale: «*Sans satisfaction dans notre interpellation des pouvoirs publics et des élus, notre action devra passer par la consultation des citoyens. Les citoyens doivent exercer un choix clair sur le type d'agriculture qu'ils veulent voir s'installer en France.*» Il poursuit: «*On a tous un pouvoir individuel dans notre consommation quotidienne, il est complémentaire d'une action collective pour rétablir le rapport de force en France avec les lobbys et le pouvoir politique enchâssé dans la finance internationale. Avec une consultation souveraine, les citoyens qui ne votent plus se sentiront concernés.*»

Selon Bernard Astruc, «*On signe des chèques en blanc une fois tous les cinq ans et on se plaint après que le*



La Bio est dans le pré en action et en musique.

(Photos I. B.)

montant ne correspond pas à ce qu'on avait souhaité. Il faut s'impliquer au quotidien.»

Combattre l'inertie des citoyens

De son côté, Alain Sandler a présenté son collectif pour instaurer un référendum libre et souverain. «*Nous devons revenir au gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple à travers une plateforme nationale où des référendums seront proposés aux Français. Dès que l'une des propositions reçoit ses 500 000 signatures, le réfé-*

rendum national sur la question posée deviendra obligatoire. Et s'il obtient un oui majoritaire avec un minimum de 50 % de votants, la réforme sera automatique. Les citoyens ont des droits mais aussi des devoirs. Notre vrai combat est leur inertie. Nous voulons créer une force nationale en faveur de ce principe.»

Le message est clair, le bonheur est dans le pré si les citoyens font leur part du marché et agissent pour choisir leur futur.

Avec en moyenne 90 666 repas consommés par un

français à l'espérance de vie de 82,8 ans (selon l'INSEE en 2015), cela offre un large champ d'action à chacun. Le pouvoir de faire son marché au mieux pour sa santé et celles des agriculteurs locaux. Les bio consomm'acteurs espèrent passer enfin au stade des actions collectives pour une meilleure alimentation dont la santé de tous et celle de la planète dépendent.

I. B.

www.labioestdanslepre.fr; www.consommateurspascobayes.com; marchedes-cobayes.org; www.referendum-souverain.org; www.maltae.org.

Sébastien Barles, co-initiateur de la Marche des cobayes et collaborateur de Michèle Rivasi au parlement européen, dénonce :



« Que ce soient les victimes du glyphosate, des pesticides, de l'amiante, les victimes sont isolées face aux mastodontes de l'industrie. C'est toujours le citoyen qui doit prouver le lien de causalité entre sa pathologie et le produit concerné. On veut qu'à l'échelle européenne, comme cela se fait en Italie, on reconnaisse le crime industriel et environnemental. Cela obligerait l'industriel à prouver l'innocuité des produits qu'il nous fait respirer et ingérer. Les citoyens en ont assez de tous les scandales sanitaires, mais le verrou perdure au niveau poli-

tique. L'OMS annonce un décès sur six dû à la pollution. Les politiques de préventions se focalisent sur le tabac et l'alcool, mais rien n'est dit sur les ravages des perturbateurs endocriniens, de tout ce qui est environnement toxique. Le principe du pollueur payeur ne s'est jamais appliqué aux industriels. Nous voulons la reconnaissance du crime industriel sans chantage à l'emploi... »

Militant avec Jean-Louis Jacquemin au sein de l'association «Maltae», pour des territoires aux compétences mutualisées, où l'agriculture de proximité retrouve toute sa place en cohérence avec la taille des villes qui grignotent le paysage, **Odile Pacitto** souligne : *« On défend l'idée d'une loi liant l'habitation, le logement et l'agriculture. Il ne suffit pas de reconquérir les terres agricoles et installer des agriculteurs en lien avec les villes. On a perdu 500 000 emplois dans l'agriculture en 30 ans, mais c'est réversible. Ce sont des emplois auxquels aspirent de plus en plus de*



gens qui veulent changer de modèle de qualité de vie et revenir à l'essentiel, la culture de proximité, à taille humaine, l'avenir d'une solidarité ville-campagne, comme on le voit avec les Amap. Ce n'est pas utopique. Nous devons aussi changer nos habitudes alimentaires, manger moins, moins de viande, et mieux, en circuits-courts. » Jean-Louis Jacquemin poursuit : *« Il faut que les agriculteurs soient reconnus comme des acteurs essentiels de l'économie circulaire entre la ville et la campagne. Ils produisent, et transforment parfois aussi des produits qui entrent dans le commerce local. »*